

À quoi rêvaient les Gouverneurs généraux ? Les projets de "remembrement" de l'Afrique de l'ouest pendant la Première Guerre mondiale

Yves MARGUERAT

Orstom, Paris

À quoi rêvaient les Gouverneurs généraux de l'AOF ? D'expansion territoriale, naturellement, et aussi de remaniements qui simplifieraient la carte de l'Afrique de l'ouest.

Il est banal aujourd'hui de stigmatiser, au nombre des maux qui empêchent le développement de l'Afrique, sa "balkanisation", issue des indépendances de 1960, ou — pour les plus forts en Histoire — de la fameuse Loi-cadre de Gaston Defferre en 1956. En fait, c'est beaucoup plus tôt encore que des responsables politiques ont regretté la fragmentation du continent en une marqueterie de colonisations différentes (et rivales), selon un découpage des frontières qui s'est stabilisé, pour l'essentiel, au tournant du siècle, dans les années 1895-1905. Pour qui raisonne aujourd'hui sur une carte d'ensemble, la prépondérance en surface des territoires francophones paraît donner à l'Afrique occidentale une certaine homogénéité, mais, pour les gens de l'époque, qui voyageaient par mer et prêtaient surtout attention aux côtes et aux ports, le sentiment était celui d'un patchwork absurde : en 1914, se succédaient ainsi, du tropique du Cancer à l'équateur, des littoraux tour à tour espagnol, français, anglais, français, portugais, français, anglais, indépendant (le Liberia), français, anglais, allemand, français, anglais, allemand, espagnol, allemand encore, et enfin français... 17 dominations différentes sur quelques milliers de kilomètres de côtes (sans compter les îles), chacune ayant ses options politiques, sa stratégie économique et douanière, ses investissements dans des infrastructures coûteuses (wharfs, ports, chemins de fer...) visant à capter à son profit les trafics de l'hinterland.

La Première Guerre mondiale fut donc l'occasion pour certains de rêver à une redistribution des cartes qui homogénéiserait une Afrique que l'on pouvait — à tort — penser encore malléable à volonté. C'est du moins ce qu'envisagèrent en 1916-1917 trois Gouverneurs généraux de l'AOF.

L'occasion en fut la question du devenir du Togo après la victoire des Alliés. Celui-ci avait été occupé dès le tout début de la guerre par les Anglais et les Français (les Allemands y avaient capitulé dès le 26 août 1914) et partagé selon un accord provisoire. Le 27 août, les deux chefs vainqueurs, le lieutenant-colonel Bryant et le commandant Maroix, s'étaient réparti les zones d'occupation, en gros selon les territoires conquis par chacun : aux Britanniques le tiers sud-ouest, avec Lomé ¹, et les riches ressources agricoles

1 Avec le contrôle du wharf et des réseaux ferroviaires, dont deux des trois lignes se terminaient en zone française. Tous les impôts directs étaient suspendus pour la durée de la guerre.

de la région de Ho² et de Kpalimé ; aux Français, le reste, avec Aného, Atakpamé et pratiquement tout le Nord, hormis Yendi, capitale des Dagomba dont le gros du peuplement se situait en Gold Coast (carte 1).

L'accord fut précisé et officialisé le 30 août à Lomé par les gouverneurs de Porto-Novo et d'Accra, et approuvé le 9 septembre par les deux gouvernements métropolitains. La bataille de la Marne battait son plein, et l'on avait en Europe bien d'autres chats à fouetter que le lointain Togo. D'ailleurs, tous les gens bien informés savaient que la guerre serait nécessairement courte : nul ne pouvait imaginer qu'elle allait s'éterniser plus de quatre ans, et que ce partage "provisoire" (et bien bancal) durerait jusqu'au 1^{er} octobre 1920, où, à la suite de l'accord de Londres du 10 juillet 1919, l'essentiel du territoire du Togo passerait à la France, ce qui assura d'ailleurs sa survie jusqu'à nos jours.

Mais, en 1916, toutes les options restaient encore possibles. Le débat fut lancé par Dakar : c'est G. Angoulvant, qui assurait alors l'intérim de F. J. Clozel au Gouvernement général de l'AOF, qui aborda le premier la question dans une lettre au Ministre des colonies en date du 7 octobre 1916³. " Au moment, dit-il, où les Empires de l'Europe centrale plient peu à peu sous la pression alliée " ⁴, il prend donc l'initiative de proposer un remaniement "définitif" de l'Afrique occidentale après la guerre. Il commence par décrire cette incohérence des multiples enclaves que nous venons d'évoquer et propose d'y remédier.

La zone d'occupation française au Togo peut, selon lui, être sacrifiée sans remords : " Nos intérêts [y] étaient nuls avant la guerre " ⁵, et le Territoire paraît beaucoup plus un "complément logique" de la Gold Coast que du Dahomey (il ne précise pas pourquoi). On peut donc l'échanger contre la Gambie britannique, perpétuelle écharde dans le pied pour l'économie sénégalaise.

La Sierra Leone est aussi une enclave fort gênante pour la Guinée française, mais très "anglicisée". L'échange sera donc équitable de la troquer contre le Dahomey (qui n'est pas indispensable comme débouché du "pays mossi", rôle dévolu plutôt à la jeune ville d'Abidjan). Les Britanniques ne pourront qu'être convaincus de l'intérêt de ce troc par les grands avantages que leur donnera la possession d'un territoire homogène depuis la frontière ivoirienne jusqu'au Cameroun.

Quant à la petite Guinée portugaise, sa métropole est incapable de la mettre en valeur. Depuis l'éviction des commerçants allemands, ce sont les Français qui en contrôlent l'activité. On pourrait donc l'acheter au Portugal⁶, ou lui offrir une compensation aux dépens de l'Afrique orientale

2 Actuellement au Ghana.

3 Archives Nationales du Sénégal, Dakar, série 17G59. Les réactions du Ministère à ces dépêches n'ont pas encore été retrouvées.

4 Ce qui témoigne d'un bel optimisme... La bataille de Verdun vient d'être gagnée (on sait à quel coût humain), mais le sort de la guerre va encore rester indécié jusqu'en juillet-août 1918. Les responsables français ont cependant toujours fait preuve d'une foi absolue dans la victoire finale, tout comme dans la justesse de leur cause.

5 Et guère plus actifs depuis, faute d'hommes et de capitaux. Les maisons de commerce anglaises, bien plus dynamiques et favorisées par le contrôle des moyens de transport, accaparent l'essentiel de la production exportable des deux zones. La livre sterling restera d'ailleurs la monnaie dominante au Togo jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

6 En guerre du côté des Alliés depuis mars 1916.

allemande, du côté du Mozambique. La République du Liberia présente une situation d'anarchie, et le risque d'un retour en force ultérieur des commerçants allemands, qui y dominaient avant la guerre. Il faut le mettre sous protectorat, en désintéressant les Anglais par l'octroi de quelques miettes des marges orientales du Niger (Gouré, Nguigmi et les rives du lac Tchad) et les Américains en les laissant installer leur propre protectorat sur Haïti ⁷. On pourrait aussi, en cas de nécessité diplomatique, abandonner une partie du nord de l'actuel Niger à la Libye de l'allié italien : de toute façon, le commerce de ce Territoire passe tout entier par le port de Lagos et n'est donc guère utile à la France.

Angoulvant propose ainsi un vaste "remembrement" de toute l'Afrique de l'Ouest (carte 2). La colonie de Sénégambie (capitale Dakar ou Thiès) s'étendra jusqu'au cours supérieur du fleuve Sénégal, avec Kayes et Kita, sur la ligne de Bamako, et absorbera la Gambie et la Guinée portugaise. Au nord, la colonie (à créer) ⁸ de Mauritanie (chef-lieu Saint-Louis) comprendra la vallée du fleuve jusqu'à Bakel et le désert adjacent jusqu'au Maroc au nord, Nioro et Oualata à l'est. Au sud, la Guinée française (capitale Conakry) inclut la Sierra Leone. La Côte-d'Ivoire (chef-lieu Bingerville) n'est pas modifiée. Une grande colonie du Niger s'étend de Bamako, sa capitale, à Niamey (non comprise) et du pays mossi au Sahara algérien. Tout à l'est, le Territoire de Zinder va de la vallée du fleuve Niger jusqu'au nord du Tchad actuel, séparé de la mer par une vaste Afrique occidentale britannique.

L'ensemble est assez logique. Un réseau ferré largement développé doit en assurer la cohérence : les lignes Dakar-Bamako, Conakry-Kankan ⁹ et Abidjan-Bobo-Dioulasso convergeront pour se prolonger jusqu'à Ouagadougou et Gao, où arrivera le chemin de fer transsaharien (un grand fantasme de l'époque, qui mettra du temps à mourir), dont une autre ligne traversera la Mauritanie pour atteindre Saint-Louis. Ultérieurement on pourra relier Ouagadougou à Zinder et, de là, à Agadès, pour remonter jusqu'au Transsaharien central.

Vaste programme !

Revenu à Dakar, le Gouverneur général Clozel reprend à son compte le programme d'Angoulvant, en le déclarant "un minimum". Dans une lettre du 15 mars 1917 ¹⁰, il développe une vision encore plus ambitieuse (carte 3), puisque, outre les Allemands ¹¹, il évince également les Anglais de toute l'Afrique de l'Ouest. Pour les nouvelles frontières de la Sénégambie, de la Guinée et de la Mauritanie, il est d'accord avec la carte d'Angoulvant, tout en admettant que la singularité de la Gambie pourrait lui valoir une autonomie administrative, Bathurst — l'actuelle Banjul — ayant l'honneur

7 Qu'ils occupent depuis juillet 1915 (jusqu'en 1934), mais sans habillage juridique officiel.

8 Territoire depuis 1904, elle ne deviendra colonie qu'en 1921, dans des limites sensiblement plus réduites.

9 Où arriveront de nouvelles lignes en provenance de Freetown et de Monrovia, voire de Dimbokro (en Côte-d'Ivoire).

10 ANS 17G60.

11 " Il est indispensable que la tutelle des races primitives [du Togo] soustraites à l'arbitraire germanique soit remise à une puissance dont les traditions de libéralisme et l'expérience en matière coloniale fournissent toute garantie aux indigènes ", explicitera une note ultérieure (sans date, ni signature). ANS 17G58.

du rang de commune de plein exercice, Bissao et Boulam ¹² celui de communes de moyen exercice). Le Liberia sera un protectorat dirigé par un résident français installé à Monrovia.

Sans préciser le moins du monde ce qui pourrait être offert à la Grande-Bretagne en contrepartie, il attribue le sud de la Gold Coast, jusqu'à la Volta, à la Côte-d'Ivoire, et le nord à la "colonie du Haut-Niger" (chef-lieu Bamako), qui comprend aussi le nord du Togo et du Dahomey, jusqu'à Sokodé et Parakou, ainsi que toute la région de Niamey. Le sud-est de la Gold Coast, le reste du Togo et du Dahomey et le Territoire de Zinder sont regroupés avec l'essentiel du Nigeria ex-britannique ¹³ dans une immense "colonie du Bas-Niger" (capitale Lagos), s'étendant au sud du delta de la Volta à celui du Niger et au nord jusqu'à la frontière du Sahara algérien. Tout ce qui est à l'est des cours inférieurs du Niger et de la Bénoué et les pourtours du lac Tchad, de Yola à Nguigmi et à Bilma, sont confiés— avec, naturellement, tout le Cameroun allemand — à une Afrique équatoriale française non moins ambitieuse...

Le réseau des chemins de fer sera le même, à l'ouest, que celui d'Angoulvant. Le Transsaharien central rejoindra, par Agadès et Zinder, la ligne déjà construite par les Anglais de Lagos à Kano. La ligne centrale togolaise sera prolongée jusqu'à Ouagadougou et, de là, à Ansongo (à 100 km en aval de Gao) pour rejoindre éventuellement le Transsaharien. *In fine*, Clozel prévoit de remplacer le "député du Sénégal" par deux députés et un sénateur de l'AOF, élus par tous les citoyens français de ce territoire géant.

À côté d'un tel délire, Picrochole n'était qu'un rêve-petit bien terre à terre...

Il n'y a pas qu'à Dakar qu'on envisage une vaste redistribution des cartes : la presse des métropoles en débat aussi. Le principal quotidien français, *Le Temps*, dans son numéro du 10 juin 1917 ¹⁴, évoque ainsi l'avenir : la France devrait acquérir la Gambie, la Sierra Leone et tout le Togo, et peut-être la Gold Coast. La Grande-Bretagne recevrait en échange les îles françaises du Pacifique : Tahiti et l'archipel des Marquises, la responsabilité complète du "condominium" des Nouvelles-Hébrides, peut-être la Nouvelle-Calédonie, ainsi que, au large du Canada, les îles Saint-Pierre et Miquelon. Mais la presse britannique, quant à elle, était dans l'ensemble peu favorable à tout échange de colonies.

Successeur de Clozel, Joost Van Vollenhoven reprend à son tour le dossier, mais sans en approuver toutes les ambitions pour une raison de principe fort réaliste : la démesure des moyens qu'il faudrait mettre en œuvre rend inconcevable une si vaste Afrique de l'ouest toute française : "La colonisation, écrit-il le 22 septembre 1917 ¹⁵, exigera un tel effort d'hommes et de capitaux qu'il faudra concentrer notre action sur ce que nous possédons, sans songer à étreindre de nouveaux espaces". Mais, ceci dit, le goût de l'expansion le démange lui aussi. Le Liberia, où le risque d'un retour des Allemands après la guerre n'est pas négligeable, ne peut subsister : l'intérieur doit être annexé ; le littoral, où "12 000 ex-

12 Bolama, capitale de la Guinée portugaise de 1879 à 1941.

13 Rappelons que celui-ci est à peu près aussi peuplé que toute l'AOF réunie. Pour Clozel, qui raisonne depuis Dakar, ces confins orientaux n'ont guère de réalité géographique...

14 ANS 17G58.

15 ANS 17G61.

Américains vivent en République” sera mis sous protectorat. La Guinée portugaise, qui n'est pas du tout mise en valeur, peut être achetée. La Gambie sera plus difficile à absorber, car très anglicisée : on se contentera de la vallée du fleuve Gambie, en laissant Bathurst et ses environs aux Anglais. En échange, la France abandonnera les droits qu'elle revendique sur deux minuscules enclaves du delta du Niger, Forcados et Badjiro, tandis que le Portugal (auquel nul ne songe, apparemment, à demander son avis) cèdera aussi son mouchoir de poche du vieux fort de Ouidah ¹⁶.

Mais il est impossible d'abandonner le Dahomey : “ À qui fera-t-on admettre que [celui-ci] n'est pas définitivement une terre française, puisque nous avons versé notre sang pour la conquérir, et qu'elle a donné ses hommes pour notre cause ? ” Le raisonnement symétrique doit s'appliquer à la Sierra Leone ¹⁷ : les trocs de colonies sont désormais difficiles tant “ la guerre actuelle a développé le sentiment de nationalité ”, y compris dans les territoires africains.

Quant au Togo, il ne saurait être question de le rendre à l'Allemagne, qui n'y a, d'ailleurs, guère de vrais intérêts : si c'est, pour les Allemands, la “ colonie la plus populaire ”, c'est parce que c'est celle dont la mise en valeur est la moins coûteuse. Cette “ colonie modèle ” ¹⁸ n'est, en fait, selon Van Vollenhoven, qu'une “ colonie d'amour-propre ” ¹⁹, dont “ je puis attester personnellement que, dans la première phase des négociations [...] de 1911 ²⁰, le Gouvernement de Berlin était disposé à l'abandonner ”. Le Togo “ a été conquis facilement. Ses populations ont accepté sans difficultés notre souveraineté et fourni d'appréciables contingents pour les forces de police ” ²¹. On ne peut maintenir le partage actuel : le Togo doit rester entier, tout anglais ou — bien mieux — tout français, car “ la France a fait assez de sacrifices pour en avoir le droit... ”.

Mais ce qui est vraiment important, c'est une mise en valeur commune des territoires africains des deux alliés, une union économique et douanière, où tous les ports seraient francs, avec une harmonisation politique qui conduirait à une “ fédération franco-anglaise de l'Afrique occidentale ”, qui

16 Qui ne rejoindra le futur Bénin qu'en ... 1961, pris d'assaut par la toute jeune armée dahoméenne.

17 Les troupes que l'Angleterre y recrute ne sont pas envoyées en Europe, mais elles servent abondamment sur les fronts africains.

18 La *Musterkolonie* était effectivement citée en exemple, car c'était la seule des colonies allemandes qui équilibrait son budget sans demander sans cesse au Reichstag des subventions exorbitantes.

19 Effectivement, la grande ambition coloniale allemande était une immense *Mittelafrika* allant du Cameroun aux actuelles Namibie et Tanzanie.

20 Marchandages pour régler diplomatiquement le grave conflit né du choc des ambitions allemandes et françaises au Maroc. L'accord s'est fait sur un agrandissement du Cameroun aux dépens de l'AEF (par des pseudopodes atteignant les vallées du Congo et de l'Oubangui), en échange du “ Bec de canard ” entre Cameroun et Tchad, et surtout des mains libres pour la France dans le royaume chérifien.

21 Même chose en zone anglaise, où plusieurs dizaines d'anciens membres de la “ Schutztruppe ” allemande ont été recrutés comme policiers, à la satisfaction générale. Du côté français, il y a 187 Togolais sur les 250 hommes de la 10^e compagnie du III^e bataillon de tirailleurs sénégalais qui “ occupe ” le Togo. On a même envoyé deux de ces recrues pour combattre en France, qui furent rapatriées *in extremis*, car c'était contraire aux conventions internationales. ANS 14G4, dossier XXVIII.

serait " une expérience de cette *Société des Nations* ²² vers laquelle vont tous nos espoirs ".

Van Vollenhoven, lui aussi, savait voir bien au-delà de l'horizon...

Pendant que les Gouverneurs généraux de Dakar redessinaient ainsi à leur guise la carte de l'Afrique, qu'en pensaient les Britanniques ? Le seul document actuellement connu à ce sujet se trouve dans un dossier du *Colonial Office* consacré au futur du Togo ²³. C'est un mémorandum de Sir Hugh Clifford, Gouverneur de la Gold Coast pendant toute la guerre, qui, dès le 30 octobre 1914, a envisagé, à la demande de son Ministère, toutes les hypothèses possibles " au cas où la guerre en Europe aboutirait à une victoire des Alliés ". Il est, sur ce point, beaucoup plus prudent que ses collègues français.

Quatre possibilités sont à envisager :

1 — *La restitution du Togo à l'Allemagne*. Des rectifications de frontières mineures devront quand même être obtenues, pour réunifier certaines ethnies séparées par la frontière. " L'arrivée de nos troupes et de nos administrateurs a été bien accueillie partout par les indigènes, mais les manifestations spontanées de joie enthousiaste qui ont salué notre occupation chez les Anlo, Peki et Dagomba ²⁴ doivent être attribuées non seulement à leur préférence pour nos méthodes de colonisation par rapport à celles des Allemands, mais aussi par la satisfaction qu'ils ont éprouvée à voir enfin réunies leurs tribus divisées ".

L'hypothèse du retour à l'Allemagne est de toute façon, pour de nombreuses raisons que Clifford explicite, de loin la plus inopportune.

2 — *Le maintien du partage actuel du Togo entre la Grande-Bretagne et la France*. Cet accord, négocié à la hâte fin août, était alors le meilleur possible, et il a donné pleine satisfaction aux deux parties, mais il a été conçu comme tout à fait provisoire. La manière dont il coupe en deux le système ferroviaire et prive Lomé du gros de son hinterland le rend impraticable à long terme. Celle des deux puissances alliées qui gardera Lomé doit avoir aussi l'ensemble des voies ferrées, avec les terminus de Kpalimé, Atakpamé et Aného. Le nord du territoire est peu utile économiquement, donc moins important.

3 — *Le Togo entier est cédé soit à la Grande-Bretagne, soit à la France*. La cession à cette dernière devrait être compensée par les rectifications de

²² Ce sera, en janvier 1918, le dernier des "Quatorze points" du président Wilson, mais l'idée était déjà lancée.

²³ *Public Record Office* de Kew Gardens (Londres), CO 879/118. [Traduction Y.M.]

²⁴ Les Anlo sont des Ewé maritimes, qui occupent le delta de la Volta. Ce sont principalement leurs commerçants qui ont fondé Lomé en 1880 et continuent à y habiter en grand nombre. Les Anglais appellent "Peki" les Ewé nord-occidentaux (proches de l'actuel barrage d'Akosombo), qui revendiquent des liens avec leurs frères devenus sujets allemands trente ans plus tôt. Le royaume dagomba a été partagé en 1899 : la capitale, Yendi, est au Togo, le gros de la population, à l'ouest, appartient à la Gold Coast. Ces tropismes ethniques joueront encore très fort lors du référendum de mai 1956, qui décida du rattachement du Togoland sous tutelle britannique au Ghana qui se préparait à l'indépendance.

frontières évoquées plus haut ²⁵. Bien plus souhaitable, cela va de soi, est l'attribution de l'ensemble au Royaume-Uni, qui a d'ailleurs contribué le plus à sa conquête et à son occupation, tant en hommes — forces combattantes et techniciens civils (qui ont remis en état les infrastructures et permis ainsi une victoire rapide) — qu'en dépenses engagées. Mais le retrait des Français (et, si possible, le nécessaire abandon par ceux-ci de l'excroissance d'Agoué et de Grand-Popo, jusqu'à l'estuaire du Mono ²⁶) serait pour la France une cuisante perte de prestige. " Bref, si généreusement que veuillent se traiter mutuellement les deux puissances alliées en termes de rectifications de frontières, il est inévitable que celle qui gardera Lomé et les voies ferrées s'assurera cet avantage au détriment de l'autre ".

4 — *Le Togo et le Dahomey sont cédés tous les deux à la Grande-Bretagne*, en échange d'autres territoires attribués à la France. C'est là, bien sûr, la formule qui a la préférence du Gouverneur de la Gold Coast, qui en aligne les avantages, au nombre de sept :

a) si la France trouve une compensation équitable, toutes les difficultés inévitablement soulevées par un partage du Togo disparaissent ;

b) Gold Coast, Togo, Dahomey et Nigeria formeront un ensemble homogène, sans enclaves étrangères ;

c) les revendications tribales mentionnées plus haut sont *ipso facto* résolues ;

d) il y a de bonnes raisons de penser que cette solution serait bien accueillie par les populations indigènes du Togo comme du Dahomey ;

e) un tarif douanier unique serait en vigueur tout au long d'un millier de kilomètres de côtes, ce qui supprimerait les dépenses — considérables — actuellement nécessaires pour protéger chacune des frontières terrestres contre la contrebande venue des colonies voisines ;

f) l'administration d'un territoire unifié, avec des communications ne passant plus par des territoires étrangers, serait plus facile et moins coûteuse. On pourrait ainsi créer une fonction de Gouverneur général de l'Afrique occidentale britannique (*British West Africa*), avec des Lieutenants-gouverneurs dans les diverses provinces ²⁷ ;

g) un tel ensemble (de 1 300 000 km²) serait beaucoup plus facile à mettre en valeur unifié que divisé en quatre administrations différentes.

Les inconvénients seraient que :

a) Togo et Dahomey sont relativement pauvres et peu peuplés ;

b) leur système fiscal repose largement sur les impôts directs, inconnus dans les colonies anglaises, et leurs ressources douanières sont faibles (mais on ferait des économies sur le coût du contrôle des frontières terrestres) ;

²⁵ C'est effectivement ce qui va se passer lors de l'accord de 1919, le tiers occidental du Togo allemand passant sous le mandat anglais. En 1929, des réajustements mineurs essaieront d'adapter davantage les frontières aux réalités ethniques.

²⁶ Le traité franco-allemand de 1897 avait reculé la frontière (initialement rectiligne à partir de la côte, à travers une région de peuplement dispersé et très dense, ce qui était impraticable) jusqu'à la vallée du Mono ; mais la France avait refusé d'abandonner les cités littorales d'Agoué et de Grand-Popo, bastions de la francophonie (comme on ne disait pas encore), d'où, jusqu'à nos jours, l'appendice béninois qui sépare le Togo du sud-est de l'océan.

²⁷ Le modèle de l'AOF fait école...

c) le Dahomey met en relation les vastes domaines français de l'intérieur avec la côte. Mais le chemin de fer prévu entre Cotonou et le fleuve Niger n'est construit que sur 200 km. Il est probable que les difficultés financières qui suivront inévitablement la guerre empêcheront de le terminer, ou le retarderont longtemps. Sans cette ligne, la valeur du Dahomey comme voie de transit est faible.

Enfin, conclut Clifford, " bien qu'il ne soit guère de mon ressort de faire des suggestions de territoires à échanger avec la France en compensation du Dahomey et de ses droits sur le Togo, je pourrais signaler que la Gambie, dont la position d'enclave est un réel inconvénient pour la France, a pour nous une valeur plus sentimentale que pratique ".

Par ailleurs le Cameroun, que les Alliés sont en train de conquérir²⁸, est un territoire beaucoup plus riche que le Dahomey ou le Togo, et sa position par rapport à l'AEF est fort gênante pour les Français : " Si, à la fin de cette guerre, on ne décide pas le retour de cette colonie à l'Allemagne, il est probable que la France attachera une plus grande importance à la satisfaction de ses revendications dans ce territoire qu'à conserver le Dahomey ou à obtenir un partage équitable du Togo ".

Autrement dit, Clifford offre plus facilement ce qu'il n'a pas — le Cameroun, encore à conquérir, et situé loin de lui — que la portion du Togo qu'il contrôle. C'est humain...

On notera qu'il rejoint tout à fait la proposition d'Angoulvant d'une grande Afrique occidentale anglaise sur les rives du golfe du Bénin, mais que ce qu'il propose en échange du Dahomey et du Togo, c'est seulement la petite Gambie (11 000 km²), et pas du tout la vieille Sierra Leone, chère au cœur des coloniaux britanniques.

Et les Africains, qu'en pensaient-ils ? On s'est bien gardé de le leur demander. Pourtant, en 1917, la presse britannique avait évoqué la question : selon elle, il faudrait, avant tout échange de territoires (hypothèse qui, on l'a dit, ne l'enthousiasmait pas), " consulter les commerçants et les indigènes ". Cette idée provoque une vive réaction de la part d'Angoulvant, dans une lettre à son Ministre du 9 novembre 1918²⁹ : " Les Noirs sont de grands enfants, et je me demande, en reprenant cette réflexion, le fonds que l'on peut raisonnablement faire sur ces consultations auxquelles il est question de les soumettre en vue du choix de la Nation qui se chargera de leur protection et de leur éducation ". D'autant plus, laisse-t-il entendre, que ces ingrats d'indigènes pourraient ne pas nécessairement opter pour la France.

Car le prestige français n'est peut-être pas à son apogée en AOF, surtout après les levées d'hommes pour le front d'Europe. C'est ce qu'avait résumé

28 Cela prendra jusqu'au début de 1916. Les Anglais, arrivés les premiers à Douala et à Yaoundé, laisseront tout de suite aux Français une portion du Cameroun beaucoup plus importante (et viable) que ces derniers ne l'avaient espéré, avec les ports de Douala et de Kribi et toutes les voies ferrées. Ce partage durera jusqu'à la réunification (partielle) de 1961, alors que le Togo a dû conserver — bien contre son gré — la frontière de 1919 (blessure morale qui n'est toujours pas cicatrisée : les Togolais de toute condition sociale continuent à espérer cette réunification, pourtant aujourd'hui impensable. Pendant la Conférence nationale de 1991, des délégués ont approché l'ambassadeur de la RFA pour lui demander : " L'Allemagne vient de faire sa réunification. Et nous ? C'est pour quand ? ".

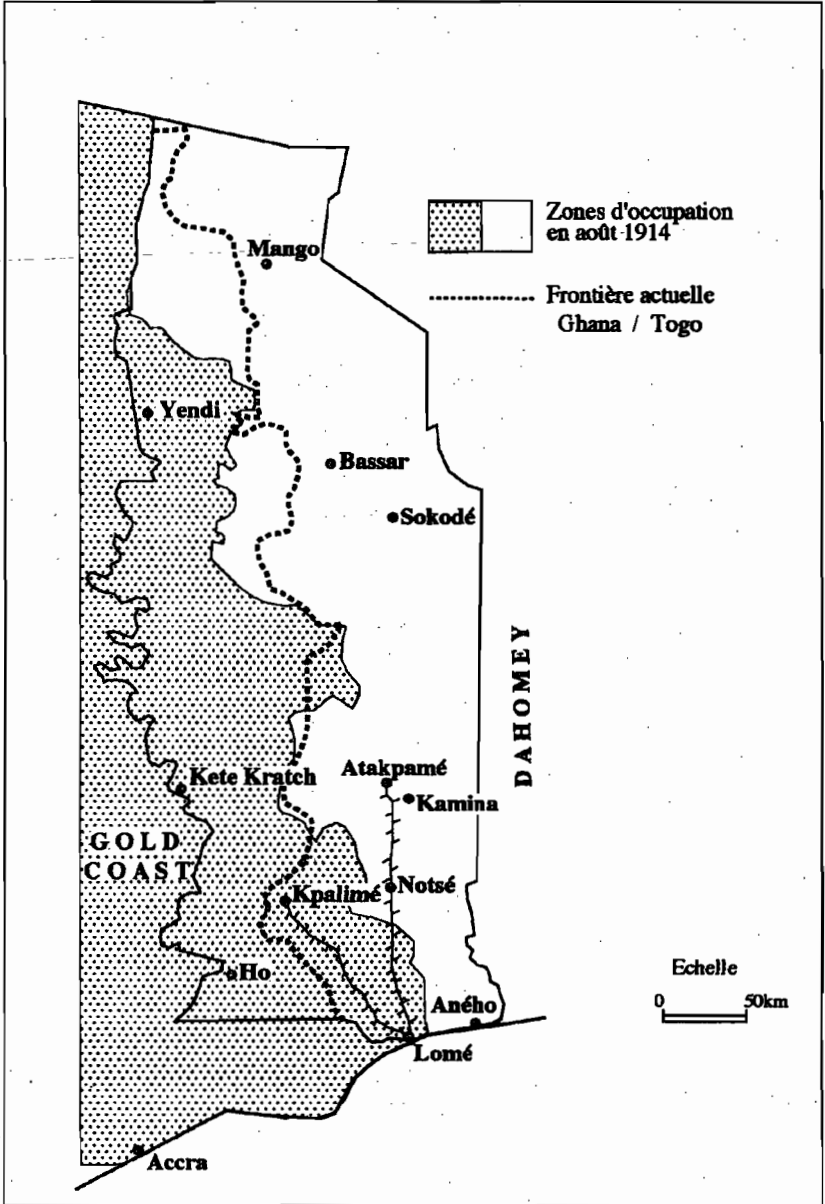
29 Au moment où la victoire finale est acquise. Maintenant, le sort à réserver aux territoires coloniaux enlevés à l'Allemagne n'est plus une hypothèse de travail.

Van Vollenhoven dans un rapport du 20 décembre 1917³⁰, peu avant de démissionner pour aller trouver la mort dans les tranchées du front français :

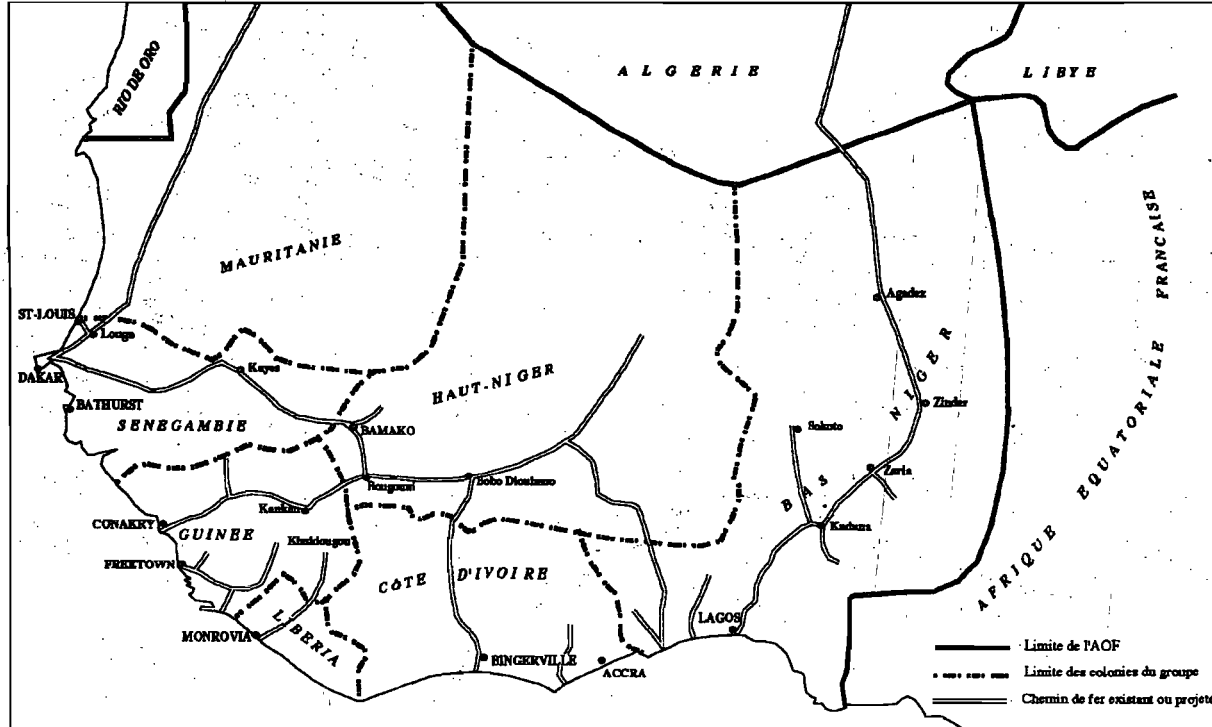
“ Les douze millions de Noirs de l’AOF [...] nous aiment-ils ? Non, cent fois non ! Nous détestent-ils ? Je ne le pense pas. Nous craignent-ils ? Je le crois. Ont-ils confiance en nous ? Je n’ose l’affirmer ”.

Monsieur le Gouverneur général Van Vollenhoven n’était pas toujours un rêveur.

Carte 1 : Le partage du Togo (1914-1920)

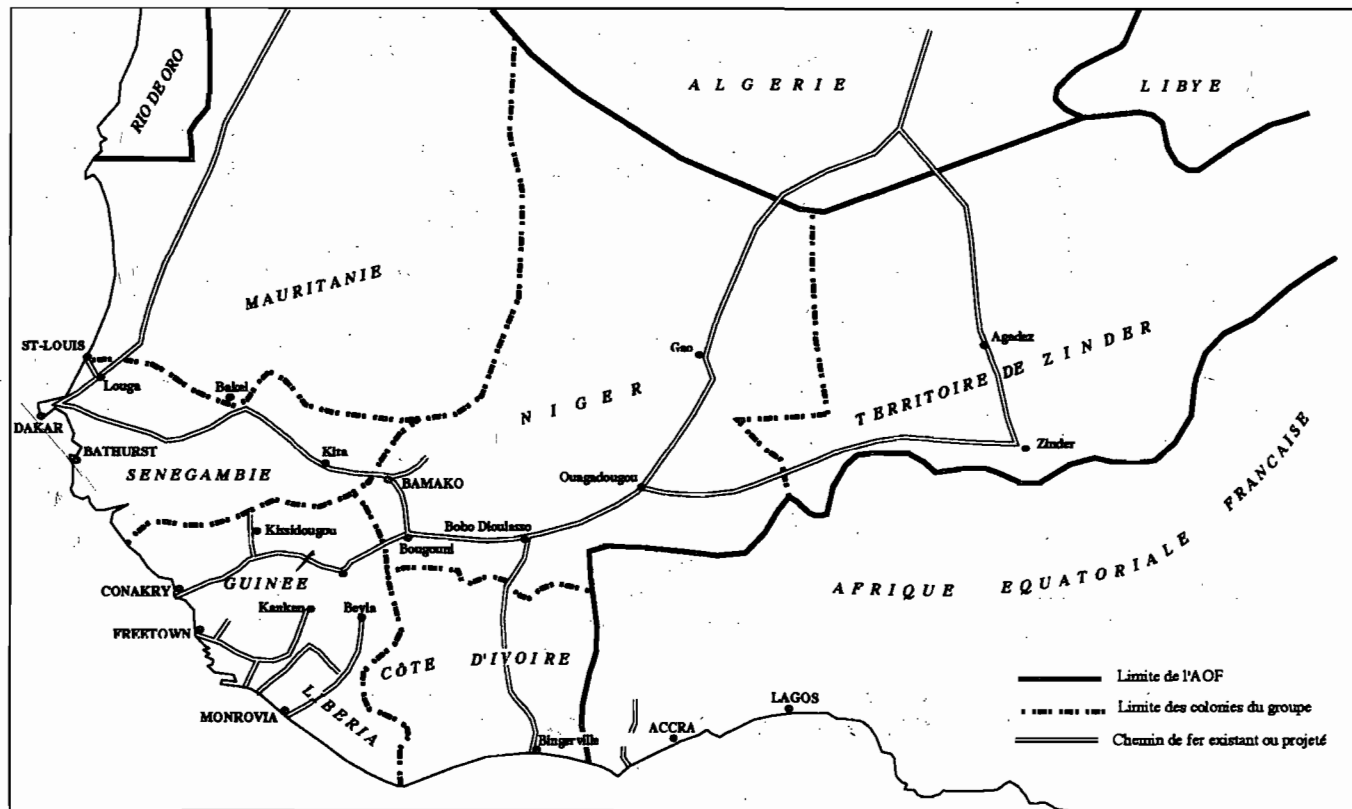


Carte 2 : L'AOF revue par Angoulvant (octobre 1916)



À quoi rêvaient les Gouverneurs généraux ?

Carte 3 : L'AOF revue par Clozel (mars 1917)



AOF : réalités et héritages

**Sociétés ouest-africaines
et ordre colonial, 1895-1960**

Tome 1

sous la direction de

Charles Becker Saliou Mbaye Ibrahima Thioub

Direction des Archives du Sénégal

Dakar — 1997

AOF : réalités et héritages

**Sociétés ouest-africaines
et ordre colonial, 1895-1960**

Tome 2

sous la direction de

Charles Becker Saliou Mbaye Ibrahima Thioub

Direction des Archives du Sénégal

Dakar — 1997

***Cet ouvrage a été publié avec le concours du
Ministère Délégué de la Coopération auprès du
Ministère Français des Affaires Etrangères***

Direction des Archives du Sénégal

AOF : réalités et héritages : sociétés ouest-africaines et ordre colonial,
1895-1960 / République du Sénégal, Primature, Secrétariat général
du Gouvernement, Direction des Archives du Sénégal ; sous la dir. de
Charles Becker, Saliou Mbaye, Ibrahima Thioub.

Dakar : Direction des Archives du Sénégal, 1997, 2 t., 1273 p. ; 26 cm.

1. AOF - Histoire. 2. AOF - Institutions. 3. AOF - Politique
4. AOF - Balkanisation. 5. AOF - Intégration. 6. AOF - Économie
7. AOF - Sociétés. 8. AOF - Culture. 9. AOF - Santé

- I. BECKER, Charles. *Dir.*
- II. MBAYE, Saliou. *Dir.*
- III. THIOUB, Ibrahima. *Dir.*

© Direction des Archives Nationales du Sénégal — 1997

Immeuble Administratif, Avenue Léopold S. SENGHOR - Dakar